# Informations générales

Email de contact : marie-helene.riboulet@creuse.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 15 février 2022

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : Communauté de communes Creuse Confluence

Si protocole de préfiguration : date de signature : 2021-07-06

# Signataires

Nature des signataires du CRTE :

* nom : Budelière, SIREN : 23035, nature : commune
* nom : Chambon-sur-Voueize, SIREN : 23045, nature : commune
* nom : Bussière-Saint-Georges, SIREN : 23038, nature : commune
* nom : Cressat, SIREN : 23068, nature : commune
* nom : Évaux-les-Bains, SIREN : 23076, nature : commune
* nom : Gouzon, SIREN : 23093, nature : commune
* nom : Nouzerines, SIREN : 23146, nature : commune
* nom : Parsac-Rimondeix, SIREN : 23149, nature : commune
* nom : Pionnat, SIREN : 23154, nature : commune
* nom : Saint-Julien-le-Châtel, SIREN : 23204, nature : commune
* nom : Creuse, SIREN : 23, nature : departement
* nom : Creuse Confluence, SIREN : 200067544, nature : CC

# Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

* Projet alimentaire territorial

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

* Contrat local de Santé
* Contrat territorial d’éducation artistique et culturelle (CTEAC)
* LEADER
* divers programmes départementaux et régionaux

Liste des programmes de l’ANCT intégrés :

* France services
* Petits villes de demain

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs… :

* Axe1 : Faire de l’économie et du tourisme la clé du développement territorial
* AXE 2 : Dynamiser le centre-bourg de façon adaptée à chaque échelle
* AXE 3 : Développer et maintenir des services et une offre de santé compatible avec l’ambition d’attractivité
* AXE 4 : Assurer la distribution d’une eau de qualité

Réalisation d’un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l’élaboration du CRTE : Oui

# Plan d’action

Domaines d’action publique couverts :

* Restauration et alimentation durable
* Extension urbaine maîtrisée
* Espaces publics, espaces verts
* Opération de requalification (friches…)
* Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau,chaleur…)
* Gestion quantitative et qualitative de l’eau
* Economie sociale et solidaire
* Emploi et Insertion
* Tourisme durable
* Economie, production et consommation durable
* Ecologie industrielle et économie collaborative
* Commerce, artisanat de proximité
* Efficacité énergétique
* Production d’énergies renouvelables
* Mobilités douces
* Organisation des déplacements
* Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge…
* Sport
* Loisirs
* Culture et patrimoine
* Santé et soins
* Usages et inclusion numériques
* Accès à un logement de qualité
* Sûreté et sécurité
* Education
* Tiers Lieux
* Gestion, valorisation des déchets, réemploi

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 16

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 400

# Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

* nom : Creuse, SIREN : 23, nature : departement
* nom : Creuse Confluence, SIREN : 200067544, nature : CC
* ADEME
* les représentants de l’exécutif et des services de la Communauté de communes
* services de l’État
* Banque des Territoires
* Caisse des Dépôts

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

* Conférence des maires

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

* Chambres consulaires

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d’un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Non

## Domaines d’action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d’indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Non

État des lieux écologique renseigné à l’aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d’analyse ex-ante des actions :

# Ingénierie et financement

Recrutement d’un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d’un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l’ingénierie locale : None

Mobilisation d’une ingénierie externe :

* Bureau d’étude marché ANCT
* CEREMA
* Bureau étude subvention ANCT

Existence d’une maquette financière annexée (ou d’un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : 0,1€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d’investissement : 9.39M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : 5.04M€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 438 728€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 3.44M€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : 0€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : 0€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : 0 €